



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Centre financier
Distribution
Paris 15^e

Lundi 1er avril 2024

FAIRE PAYER LES CAPITALISTES, PAS LES CHÔMEURS

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que

sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les famineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

Ça suffit avec les Chronopost !

À Paris 15, depuis la mise en place de la nouvelle organisation, on nous avait un peu lâché avec les Chronopost. Eh bien c'est reparti ! Le nombre de paquets à prendre en charge est imprécis, il n'y a pas de remise contradictoire, les paquets sont trop gros (on a été jusqu'à livrer des baskets !).

Le nombre de Chronopost doit être limité par tournée et pour le bureau. Il ne doit s'agir que de Chronopost boxables et sans signature, comme c'est prévu. Sans ça, la direction n'a qu'à distribuer elle-même le contenu des sacs !

Bougez avec La Poste ?

Les guichetiers aussi subissent les réorganisations. Ils devraient entre autres être obligés d'aller travailler sur les bureaux situés jusqu'à 20 kilomètres du leur.

À La Poste, c'est dégradations des conditions de travail et bas salaires à tous les étages.

Pas de J+3 pour les poulets

La filiale Log'issimo va fournir les forces de l'ordre en équipements. Fière que le ministère de l'intérieur l'ait choisi pour son « expertise logistique », La Poste va utiliser le site de Montpellier pour acheminer 400 000 commandes par an. Au son du clairon et des profits sonnants et trébuchant, La Poste met bien plus de zèle à livrer les flics que les civils.

6 000 emplois en moins

En 2023, 6 000 emplois ont été supprimés à La Poste et 300 guichets fermés. C'est l'équivalent de deux usines automobile fermées !

Pour ceux qui restent, la direction met la pression pour nous faire travailler plus, nous faire suer les centaines de millions d'euros de profits qu'elle en tire.

Les postiers n'ont rien à gagner de cette exploitation et tout à gagner de se défendre ensemble.

Débrayages à la PIC de Tours

Tout au long de la semaine dernière, une quarantaine de collègues de la PIC de Sorigny, près de Tours, ont débrayé contre les mauvaises conditions de travail et le management autoritaire. Ils dénoncent le fait qu'un tiers de l'effectif est en contrat précaire.

Relever la tête face à la politique délétère de La Poste, c'est la meilleure manière de se faire respecter !

À la santé des profits !

L'assureur CNP-Assurance, dont La Poste est actionnaire à 100%, va racheter 65 % d'une filiale de la Mutuelle Générale (MG, mutuelle historique de La Poste), créée pour l'occasion. CNP annonce atteindre 5 % des parts de marché dans l'assurance santé et prévoyance, marché juteux.

La MG va donc créer cette filiale « LMG Assurances » et l'astuce est d'y transférer tous les adhérents, dont les postiers (en contrat obligatoire), qui pèserait 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Seuls 300 000 adhérents (les retraités fonctionnaires de La Poste et France Télécom, moins rentables) seraient encore gérés par la MG, le million d'adhérents basculerait dans cette filiale privée. C'est l'une des plus grosses opérations financières dans le domaine de la santé. Alors que déjà la cotisation augmente et les soins pris en charge diminuent, ce n'est pas une bonne nouvelle que la mutuelle se transforme en compagnie d'assurance, dont le seul but est de faire du fric sur notre santé.

Israël : des milliers de manifestants contre Netanyahu

Pour la deuxième fois en deux jours, des milliers de manifestants se sont rassemblés devant le parlement israélien à Jérusalem pour demander la démission du Premier ministre. Ces manifestations, particulièrement véhémentes, ont notamment été marquées par des affrontements avec les forces de l'ordre.

Les organisateurs ont prévenu qu'ils descendraient dans la rue à Jérusalem tous les soirs les prochains jours pour demander notamment la démission de Netanyahu, le retour des otages et la paix.

Si l'immense majorité des manifestants reprochent à Netanyahu sa fuite en avant guerrière à Gaza et le fait qu'il s'accroche au pouvoir pour tenter d'échapper aux poursuites judiciaires dont il est l'objet, seule une minorité fait le lien entre la situation politique actuelle et l'oppression que subit le peuple palestinien depuis 75 ans. Or tant que perdurer cette oppression nationale, il n'y aura pas de paix possible pour le peuple israélien.

Un logement pour tous, c'est le minimum

140 000 personnes sont menacées d'expulsion en ce début de mois d'avril qui sonne la fin de la trêve hivernale. Et parce qu'il ne suffit pas au gouvernement de mettre les travailleurs en difficulté à la rue, depuis la loi anti-squatteur de 2023, ils sont punis pour infraction à hauteur de 7 500 euros.

Imposer de telles amendes à des gens qui ne peuvent pas payer leur loyer, c'est criminel. Comme est criminelle la politique d'expulsion d'un gouvernement qui ne cache décidément pas qu'il fait la guerre aux pauvres.